

Une poussée de lectures significative (2)

Posté le : 3 janvier 2013 12:58 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Cycles et conjoncture, Attitudes, Histoire économique récente, Economie et politique

Nous avons fini l'année 2011 avec une fréquentation record : 115.123 lectures cumulées, un doublement chaque année. 2012 a vu une véritable explosion du lectorat : 382.400 lectures à ce jour soit 267.277 lectures de plus en un an. Merci à tous ceux qui nous encouragent de leur lecture. Ils nous laissent penser que ce blog n'est pas totalement inutile et permet, comme c'est notre objectif, de fournir une information complémentaire de celle des médias officiels.

L'explication de cette hausse importante tient probablement à l'élection présidentielle française. Beaucoup, à gauche comme à droite, ont voulu aller au delà des explications très partielles données par les candidats. La campagne a eu pour principale caractéristique que les deux candidats ont tu la réalité économique du pays et ont caché leurs véritables intentions. Nos lecteurs ont cherché dans une source non officielle de quoi nourrir leurs réflexions et nous sommes heureux de leur avoir fourni quelques éléments d'appréciation. Dès que l'élection a été "pliée" la fréquentation du site a baissé revenant à un étiage plus "normal" (80 à 100.000 lectures an tout de même !).

La campagne a été largement une opération de diversion menée par les deux candidats avec des moyens proches et peu recommandables : cadeaux au peuple et dénonciation de boucs émissaires.

Comme nous l'avions écrit à chaud F. Hollande s'est bien égossillé à ne rien dire. Près de deux ans après le lancement de sa propre campagne, on ne sait toujours pas comment il prétend réduire la dépense publique aux niveaux requis par l'engagement d'un déficit à 3%.

Il est vrai que Nicolas Sarkozy a été dans le même déni de parole. Toute l'année 2011 et le début 2012 n'ont été que des remises sur l'établi des lois de finances pour aggraver l'imposition, provoquant une vague de chômage intense.

Au total l'année 2012 aura été comme gommée du fait de l'élection présidentielle : il n'y a plus eu de recul jusqu'à l'élection. Et après l'élection la période d'euphorie suivie par le brusque retour aux réalités n'ont pas permis de réaliser ce qu'il se passait : une croissance extravagante du nombre des chômeurs dans toutes les catégories.

Commencée dans la panique, la période a été nourrie d'augmentations d'impôts continuelles. La France n'a cessé de voir sa croissance baisser et son chômage augmenter jusqu'à ce que l'hystérie fiscale socialiste ne vienne bloquer l'économie toute entière. Ce choc fiscal extravagant et accompagné de propos haineux ne lui a pas permis de bénéficier de la détente provoquée par les prises de position de M. Draghi et le vote du traité budgétaire européen.

M. Hollande semble penser qu'il pourra faire payer quasi totalement la crise aux classes aisées d'une part en les assommant d'impôts et d'autre part, on va bientôt le voir, en leur coupant toutes les allocations qui ne sont pas sous conditions de ressources. En faisant brûler la chandelle par les deux bouts, il peut effectivement récupérer les milliards de revenus et d'épargne des familles jusqu'ici aisées. Ce faisant, il casse toutes les solidarités mises en place à la Libération. La question est de savoir s'il ne bloque pas aussi pour longtemps toutes les perspectives d'investissement et donc de croissance et d'emplois.

Les économistes socialistes n'ont cessé de lui répéter qu'en prenant "le superflu" aux riches, sans

toucher au revenu des moins fortunés, il ne modifierait pas réellement la demande globale et donc limiterait les risques de récession. En même temps ils savaient très bien que les mesures confiscatoires n'ont qu'un rôle marginal dans les recettes. On le voit bien avec la mesure de l'effet des annulations de recettes budgétaires associées aux décisions du Conseil Constitutionnel.

La vérité est qu'il ne pouvait échapper à une hausse généralisée des impôts et que tout le reste est de la com'. Les mesures confiscatoires "symboliques" n'ont comme but que de faire passer la pilule : "Bien sûr la pilule est amère mais voyez comme nous avons assomé les riches : soyez donc contents !".

La Com' est véritablement la maladie honteuse de la politique moderne. On ne cherche même plus à savoir quelle doit être la bonne solution pour régler un problème. On cherche seulement la recette magique pour parer par la com' les conséquences des inconséquences.

Le dernier truc suggéré à "moi je président", à part de rectifier la cravate par un double noeud, une mesure cruciale tant le débraillé présidentiel est une cause nationale de premier plan, est de se muer en grand chef de la lutte contre le chômage. La route du chômage comme celle du fer, naguère, va être coupée. Nous sommes en pleine gesticulation.

Il est rarissime dans l'histoire économique qu'une courbe de chômage croissent pendant plus de cinq ans avant de s'inverser un temps soit peu. M. Hollande se souvient de 1997 et la baisse imprévue du chômage que personne ne semblait voir venir. Son pari repose sur une idée du cycle que nous défendons par ailleurs. Nous ne saurions la laisser totalement de côté. Il est parfaitement possible maintenant que le gros de la panique est passée qu'il y ait un redressement rapide des circuits financiers complètement chamboulés par la peur.

Tout le monde se moque de l'objectif de 3% qui lui ne sera probablement pas atteint.

L'important est dans la baisse du taux d'endettement qui crédibilise une sortie non explosive de la crise de la zone Euro. Même si on en reste à un chiffre entre 3.5 et 4.0%, il n'y aura pas péril en la demeure.

La seule question reste de savoir si l'effet dépressif des mesures fiscales prises et du climat presque obscène qui a été créé par le "socialisme du symbole" permettra d'éviter une vraie récession. La procrastination et la passivité ne peuvent rien laisser espérer. Les mauvaises nouvelles risquent de s'enchaîner sur tous les fronts. Les communiquants l'ont bien compris. Des dizaines de projets de lois sont sur l'établi, nous fait-on comprendre. Tout dépendra de leur contenu.

F. Hollande semble décider à ne toucher à aucun poste de fonctionnaires. Il n'y aura pas de "dégraissage". L'anomalie française du sureffectif public ne sera pas corrigée. On phosphore pour savoir comment réduire la dépense sans toucher aux effectifs. Il ne reste que la voie des prestations et des reversements. Les investissements publics sont déjà au plus bas aussi bien à l'échelon national qu'à celui des régions et des collectivités locales. Et il va bien falloir annoncer quelques grands projets pour faire croire au redémarrage de la croissance. Comme on l'a vu la suppression des allocations aux familles aisées ne suffira pas.

Alors ?

Alors il ne reste qu'à croiser la doigts et espérer une reprise de l'économie mondiale. La fin de la panique peut être l'occasion d'un redressement conjoncturel. Les liquidités, énormes, sont là et le coût de la thésaurisation n'est plus justifié par le risque. Des occasions peuvent être saisies à l'échelon international et l'Allemagne peut relancer un peu. Bien sûr il reste un stock de dettes impressionnant. Mais le cantonnement a été à peu près fait et son dégonflement est une affaire de longueur de temps et de croissance organisée collectivement.

Il se peut que F. Hollande ait de la chance. Il criera à une "victoire" qui ne lui devra rien.

Il se peut aussi qu'un incident de parcours se produise qui mette en exergue la précarité de la situation française. La crise de l'Euro est loin d'être finie et le choc fiscal asséné aux Français a été si rude qu'il peut avoir découragé profondément les investisseurs. Le poids d'une administration non reformatée et de dépenses non maîtrisées, associé à la ruine des possibilités d'investir des familles aisées, à d'une conjoncture européenne capricieuse et à une conjoncture mondiale non maîtrisée, peut donner un coup de ciseau définitif dans les ambitions socialistes.

En juin 2013 le taux de prélèvement sera entre 46 et 47%. La dépense publique avoisinera les 57% du PIB. Les chômeurs catégories A seront malgré les mesures statistiques sur le chômage autour de 3.5 millions et le non emploi à près de 8 millions. Le taux de dettes aura certes baissé mais peu. La fuite des cerveaux et des entrepreneurs sera à son maximum. La France sera alors sur le fil du rasoir. Il y a peu de chances pour que 2013 ressemble à 1997.

Nous ne saurions trop conseiller à M. Hollande d'oublier ses hommes de communication pour se concentrer sur trois politiques :

- Obtenir des pays des différents G.xx le retour à une concertation véritable basée sur la disparition des grands déséquilibres mondiaux. L'idéal serait d'obtenir une restauration des obligations monétaires grâce un arrangement de type Bretton Woods. Après tout F. Hollande a un temps déclaré qu'il y était favorable. A lui de trouver les voies et moyens de cette politique en s'appuyant si c'est possible sur Lagarde et le FMI. Il doit se souvenir que DSK avait mis à l'étude un retour aux changes fixes et ajustables basés sur une monnaie internationale non associée à une monnaie nationale. Qu'il réactive ces travaux !

- Obtenir une relance interne de la Chine et de l'Allemagne, tout en poussant au niveau de l'Euroland à la création d'un poste de chancelier économique de la zone Euro avec de véritables pouvoirs de politique monétaire, budgétaire et sociale, orientée vers le plein emploi et pas seulement vers la stabilité des prix internes d'un échantillon de produits de consommation.

- Profiter des décisions du Conseil Constitutionnel pour se réconcilier avec les Français méritants qu'il a inutilement saqués et désignés à la vindicte fiscale et publique, même si ses communicants, quand ils ne lui parlent pas de sa cravate, lui conseillent de garder au chaud des boucs émissaires pour les temps difficiles. Il y a du gras un peu partout dans l'économie subventionnée. Même s'il ne veut pas trop toucher aux postes de travail existants, qu'il évite au moins toute nouvelle embauche publique aussi bien dans les régions qu'à l'échelon de l'Etat français et de l'Europe. Qu'il supprime les 35 heures dans la fonction publique et laisse les partenaires sociaux définir les durées de travail entreprise par entreprise. Qu'il passe la retraite à 65 ans avec harmonisation des régimes sur celui du privé. Qu'il supprime le système aberrant des intermittents du spectacle. Qu'il mette fin à mille abus, avant même de gratter l'os de l'Administration centrale. Qu'il réduise les étages du mille-feuilles administratif et les spécialise. Tout cela peut être fait sans hausse d'impôts et sans réduction d'effectifs. Qu'au moins au sortir de 2013, des réformes fondamentales et réclamées à cor et à cri depuis des lustres soient fortement engagées !

S'il se contente d'astuces de communicants, de faux semblants, de mesures dilatoires, de dénonciations de boucs émissaires, et d'une aggravation de l'agression fiscale, en gros s'il se contente de ce qu'il a fait en 2012, le désastre est au bout du chemin.

Le pire n'est pas toujours le plus sage.

D'autant plus que, comme lui, nous pensons qu'il y a un bout du tunnel et qu'il est possible sinon à l'automne en 2013 du moins au printemps 2014.

Mais qu'il change ! Ici et maintenant !

Sinon gare à l'accident !

Didier Dufau pour le cercle des Economistes E-toile.